

**A R R E T E**

3, Rue Jehan Pinard  
B.P. 139  
89011 AUXERRE CEDEX

Téléphone :

86 51 61 33

Télex :

86 51 10 50

Télécopie :

86 48 36 34

- **déclarant** d'utilité publique l'établissement de périmètres de protection autour du **captage des Fontaines** sur le territoire de la **commune de COLLEMIERS** ;

**autorisant** la dérivation des eaux souterraines ;

**autorisant** la commune de COLLEMIERS à acquérir la totalité des terrains situés à l'intérieur du périmètre de protection immédiate ;

**Le PREFET,**  
du département de l'YONNE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

93/0 2820

VU le Code de l'Expropriation ;

VU le Code Rural, et notamment l'article 113 sur la dérivation des eaux d'un cours d'eau non domanial, d'une source ou d'eaux souterraines ;

VU le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L 20 et L 20-1 ;

VU la loi n° 64 1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU le décret n° 67 1093 du 15 Décembre 1967 portant règlement d'administration publique pris pour l'application de l'article L 20 du Code de la Santé Publique ;

VU la circulaire interministérielle du 24 Juillet 1990 relative aux périmètres de protection des points de prélèvements d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines, abrogeant la circulaire du 10 Décembre 1968 ;

.../..

VU l'arrêté préfectoral en date du 26 août 1992 portant ouverture d'enquêtes conjointes:

préalable à la déclaration d'utilité publique de l'établissement de périmètres de protection autour du captage des Fontaines sur le territoire de la commune de COLLEMIERS ;

hydraulique, en vue d'autoriser la dérivation des eaux souterraines ;

parcellaire, en vue de l'acquisition par la commune de COLLEMIERS de la totalité des terrains situés à l'intérieur du périmètre de protection immédiate ;

VU les dossiers d'enquêtes d'utilité publique, hydraulique et parcellaire et les registres y afférents ;

VU les pièces constatant qu'un avis d'ouverture d'enquêtes a été publié dans les journaux "L'YONNE REPUBLICAINE" et "TERRES DE BOURGOGNE" préalablement à l'ouverture des enquêtes et dans les huit premiers jours de celles-ci ;

VU les pièces constatant que cet avis a été affiché dans les communes de COLLEMIERS, SUBLIGNY, SENS et GRON et que les dossiers d'enquêtes ont été déposés dans les mairies des communes du 21 SEPTEMBRE 1992 au 7 OCTOBRE 1992 inclus;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 11 avril 1989 ;

VU l'avis du Commissaire-enquêteur en date du 27 octobre 1992 sur l'utilité publique du projet et les limites des terrains à acquérir par la commune de COLLEMIERS dans le cadre du dit projet;

VU le rapport du Service Hydraulique chargé de la Police des Eaux en date du 3 décembre 1992 ;

VU le rapport de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt sur le résultat des enquêtes en date du 21 décembre 1992 ;

VU le plan de situation, le plan et les états parcellaires ci-annexés ;

CONSIDERANT que toutes les formalités préalables à la déclaration d'utilité publique ont été régulièrement accomplies ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'YONNE .

ARRETE :ARTICLE 1er

Est déclaré d'utilité publique l'établissement de périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du captage des Fontaines sur la commune de COLLEMIERS.

ARTICLE 2 :

Le périmètre de protection immédiate se rapportant à la parcelle cadastrée D 644 et aux parcelles D 643 - ZE 60 et 61 pour partie. Le captage devra être élargi d'au moins 10 m vers l'Ouest, le Nord et l'Est.

Les parcelles constituant le périmètre de protection immédiate devront être acquises par la commune de COLLEMIERS

Ce terrain sera clôturé et restera propriété de la commune de COLLEMIERS, interdit de tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.

A l'intérieur de ce périmètre seront interdits :

- Tous parcours sauf pour raison de service,
- Le déversement d'eaux usées de toute nature,
- L'apport d'aucun élément étranger et notamment aucun engrais d'aucune sorte, aucun désherbant, le développement de la végétation n'étant limité que par la taille,
- L'installation de canalisations autres que celles transportant de l'eau potable,
- Toute modification de la surface topographique sans consultation préalable d'un Géologue officiel du département pour avis.

Les locaux seront rénovés, la clôture remise en état et la tête de puits réhaussée d'au moins 1 m avec mise en place d'un capot de fermeture hermétique. Les abords devront toujours être maintenus propres.

Au droit du captage, les fossés bordant la D. 70 devront avoir une pente suffisante pour permettre l'écoulement libre des eaux superficielles. Ces fossés devraient être étanchéifiés.

Le périmètre de protection rapprochée sera défini par le tracé figurant sur le plan parcellaire ci-annexé.

A l'intérieur de ce périmètre, seront interdites les activités suivantes :

- Le forage des puits autres que ceux destinés à l'A.E.P. des collectivités, l'exploitation des carrières et le remblaiement des excavations avec des matériaux autres que des terres ou des roches naturelles,
- Le dépôt d'ordures ménagères, immondices, détritiques, notamment déchets industriels ou agricoles, quels qu'ils soient, de matériaux de démolition, le déversement dans le sol d'eaux usées de toute nature,

- Toute modification de la surface topographique et toute autre activité (défrichement, cultures pouvant entraîner la destabilisation des sols ...) susceptibles de modifier le régime d'écoulement des eaux superficielles,
- L'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature,
- L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines autres que celles se rapportant à l'A.E.P. des collectivités,
- L'emploi des engrais chimiques ou naturels, ainsi que des produits chimiques destinés à la lutte contre les ennemis des cultures, sera autorisé, sous la réserve expresse qu'ils ne seront épandus ou appliqués qu'en quantités normales conformément aux usages locaux et qu'il n'en sera pas constitué de dépôts à l'intérieur de ce périmètre.

Le périmètre de protection éloignée sera défini par le tracé figurant sur le plan de situation ci-annexé. A l'intérieur de ce périmètre, toute activité susceptible d'altérer le débit ou la qualité de l'eau sera soumise à autorisation préfectorale.

#### Plus précisément

Les dépôts d'ordures ménagères, immondices, détritiques et notamment déchets industriels ou agricoles, quels qu'ils soient, et d'une manière générale, la constitution d'établissements dangereux relevant de la Loi du 19 décembre 1917 et installations classées relevant de la Loi n° 76 663 du 19 juillet 1976 seront soumis à autorisation préfectorale,

Le forage de puits de plus de cinq mètres de profondeur ne sera pas autorisé,  
 Le règlement sanitaire départemental sera appliqué de manière très stricte en ce qui concerne le rejet des eaux usées et des eaux vannes par les habitations existantes et parcelles qui pourraient être construites dans l'aire de ce périmètre,  
 Le remblaiement des excavations existantes ne pourra se faire qu'au moyen de matériaux naturels, imputrescibles et insolubles, à l'exclusion de tous déchets organiques ou industriels,  
 Seront seuls autorisés, les réservoirs et canalisations d'hydrocarbures de faible capacité à usage domestique,  
 Toute modification importante de la surface topographique (création de nouvelles voies de communication, déboisement important, ...) seront au préalable soumis à l'avis d'un Géologue Officiel du département.

Le problème causé par les venues d'eaux brutales sur les périmètres de protection immédiate et rapprochée du captage pourrait être résolu par la création, en amont des sites du captage, de fossés collecteurs dont la pente, la largeur et la profondeur devraient permettre un écoulement libre, sans lieux de stagnation, des eaux vers l'aval. En outre, au droit des périmètres de protection immédiate et rapprochée du captage, ces fossés devront demeurer stables et étanches (talutage et garniture du lit en ciment ou argile compactée).

ARTICLE 3 :

La commune de COLLEMIERS est autorisée à dériver par pompage une partie des eaux souterraines recueillies dans le captage des Fontaines.

ARTICLE 4 :

Le prélèvement d'eau par la commune de COLLEMIERS ne pourra excéder 20 m<sup>3</sup>/h.

La commune de COLLEMIERS devra laisser toutes autres collectivités dûment autorisées par arrêté préfectoral, utiliser les ouvrages visés par le présent arrêté en vue de la dérivation à leur profit de tout ou partie des eaux surabondantes.

Ces dernières collectivités prendront à leur charge les frais d'installations de leurs propres ouvrages, sans préjudice de leur participation à l'amortissement des ouvrages empruntés ou aux dépenses de première installation ; l'amortissement courra à compter de la date d'utilisation de l'ouvrage.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, les collectivités pourront être mises en demeure de restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le Ministère de l'Agriculture et de la Forêt sur le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de l'YONNE.

ARTICLE 5 :

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils nécessaires devront être soumis par la commune de COLLEMIERS à l'agrément du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de l'YONNE.

ARTICLE 6 :

Conformément à l'engagement pris par le Conseil Municipal dans sa séance du 14 décembre 1990, la commune de COLLEMIERS devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

ARTICLE 7 :

Le Maire de COLLEMIERS, agissant au nom du Conseil Municipal, est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, la totalité des terrains situés dans le périmètre de protection immédiate.

Le périmètre de protection immédiate sera clôturé à la diligence et aux frais de la commune de COLLEMIERS sous le contrôle du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt qui dressera procès-verbal de l'opération.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si l'expropriation à effectuer n'est pas accomplie dans un délai de CINQ ANS à compter de ce jour.

ARTICLE 8 :

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains situés à l'intérieur des périmètres de protection décrits dans l'article 2 du présent arrêté, il devra être satisfait aux obligations relevant de l'institution des dits périmètres dans un délai de DEUX ANS.

ARTICLE 9 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'YONNE, le Sous-Préfet de l'arrondissement de SENS, les Maires de COLLEMIERS, SUBLIGNY, SENS et GRON, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera, en outre, l'objet d'une mention au Recueil des Actes Administratifs.

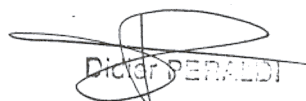
AUXERRE, le 16 F 1933

Le PREFET

Pour le Préfet,  
Secrétaire Général

Bernard ROUDI

Pour  
Le C.

  
DUCLOS PERALDI